Par e-mail : https://www.liberation.fr/environnement/climat/un-mois-avant-la-cop-28-des-organisations-internationales-de-sante-appellent-a-abandonner-les-energies-fossiles-20231101_G4TFHGAECZHJXPYH276YOJGQO4/

Alerte rouge

Un mois avant la COP 28, des organisations internationales de santé appellent à abandonner les énergies fossiles

Plusieurs organisations représentant 46,3 millions de professionnels de santé à travers le monde adressent ce mercredi 1er novembre une lettre au président de la COP 28. Ils réclament une transition énergétique juste pour «sauver des vies».

par Eléonore Disdero et Anaïs Moran
publié le 1er novembre 2023

«Cher Sultan Ahmed al-Jaber». La lettre, signée par des dizaines de communautés médico-sanitaires internationales et publiée ce mercredi 1er novembre, s'adresse directement au président de la COP 28. Pour la première fois dans l'histoire de ces négociations onusiennes sur le climat, qui se tiendront cette année à Dubaï, aux Emirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre, une journée entière sera consacrée à la santé. L'initiative est certes saluée, plus que bienvenue après tant d'années, mais le risque que cet événement se transforme en rendez-vous manqué n'est pas bien loin, alors les professionnels du soin mettent fortement la pression. Cette 28e COP ne peut rester à l'état de coquille vide en matière médicale et doit être *«une opportunité de choix pour aborder les conséquences directes du changement climatique sur le bien-être personnel et les systèmes de santé»*, écrivent dans cette tribune les organisations signataires, représentant 46,3 millions acteurs de la santé à travers le monde.

Cette interpellation du secteur sanitaire, véritable mise en garde un mois tout pile avant la COP, est aussi une manière de répondre, entre les lignes, aux premiers échos de presse qui ne présagent rien de bon. Car la future *«déclaration ministérielle sur la santé et le climat»*, qui doit être prononcée durant la COP 28, pourrait ne même pas mentionner la problématique cruciale des combustibles fossiles (à savoir l'extraction et l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz, de très loin les principales responsables du changement climatique) et leurs effets néfastes sur la santé.

Ainsi, dans leur texte, les communautés médicales exhortent les pays à accélérer *«la suppression progressive des énergies fossiles»* de manière *«juste et équitable»*, afin de *«limiter le réchauffement de la planète, protéger la santé des effets dévastateurs des conditions météorologiques extrêmes»*. Surtout, elles réclament que les représentants de l'industrie des énergies fossiles soient exclus des négociations climatiques, sans quoi les conséquences seront *«dramatiques»*. *«Il faut impérativement protéger la collaboration mondiale en matière de progrès climatique du lobbying, de la désinformation et des retards qui servent les intérêts de l'industrie»*, écrivent-elles. L'an dernier, la COP 27 avait accueilli un nombre record de représentants de l'industrie du pétrole et du

gaz. Cette année, ce chiffre devrait encore augmenter. D’autant que le président de la COP 28 dirige aussi le géant pétrolier ADNOC.

Conséquences incommensurables

L’accord de Paris, qui exige de contenir l’augmentation de la température mondiale à +2°C (si possible +1,5°C) par rapport à l’ère préindustrielle, a consacré le *«droit à la santé»* comme une part fondamentale de l’action climatique. Pourtant, *«les communautés, les travailleurs de la santé et les systèmes de santé du monde entier sont déjà confrontés aux effets alarmants du changement climatique»*, s’inquiètent les organisations à l’origine de la lettre, comme l’Association médicale mondiale, la Fédération mondiale des associations de santé publique et le Conseil international des infirmières.

Les conséquences sanitaires actuelles – et prochaines – du dérèglement climatique sont incommensurables. *«L’évolution des températures et des précipitations modifie la répartition et le comportement des vecteurs de maladies, ce qui entraîne la propagation des cas de paludisme, de dengue et des infections virales telles que Zika. L’insécurité alimentaire et hydrique liée au dérèglement climatique conduit, elle, à la malnutrition, à des maladies d’origine alimentaire et hydrique, à l’instar du choléra et de la diarrhée*, développe la professeure Jemilah Mahmood, signataire du texte et directrice du Centre pour la santé planétaire de l’Université Sunway, en Malaisie.